

Liquidite Bancaire et Croissance Economique aux Comores 2000_2022 (Lecture graphique)

MOHAMED ALI YOUSOUF

Enseignant chercheur à l'Université des Comores

Résumé :

Cet article s'est penché sur la lecture graphique de la liquidité bancaire sur la croissance économique. Cette lecture est réalisée sur la période de 2000 à 2022 pour voir les différentes variations. Elle nous permet de visualiser les différents mouvements qui peuvent s'opérer sur la croissance économique vis à vis de la liquidité bancaire.

La lecture s'est basée sur les données publiées par la banque centrale des Comores dans ses rapports annuels, qui montrent les activités de la politique monétaire et leur contribution au développement économique du pays. Parmi les résultats obtenus à travers E-views est que le système bancaire des Comores est sur liquide.

Mots clés : Formation Bruite du Capital Fixe ; Taux Inflation ; Ratio de liquidité à court terme ; Plan de Développement Intérimaire ; Taux de Change officiel Franc comorien contre le dollar Américain ; Taux d'intérêt des prêts ; Taux des Réserves obligatoires.

INTRODUCTION GENERALE

Le secteur bancaire est un axe primordial de la croissance économique. Les systèmes bancaires sont confrontés à de nombreux défis et changements qui nécessitent l'application de nouveaux concepts de gestion et d'amélioration des performances afin d'atteindre l'excellence (Tongurai et Vithessonthi, 2018). Elles permettent de réaliser les transactions et canalisent le crédit vers les ménages et les entreprises, deux fonctions essentielles pour une activité économique prospère. Les banques collectent des fonds auprès des particuliers et des entreprises, effectuent la transformation des échéances et accordent des prêts aux ménages et aux entreprises (Carmona et al., 2019). Les guichets automatiques d'une banque (GAB) et les caisses sont des moyens qui permettent aux clients de déposer, retirer et transférer.

La liquidité bancaire et la croissance économique sont deux indicateurs importants pour la stabilité et le développement d'une économie d'un pays. Au fil des décennies, de nombreux chercheurs et économistes se sont intéressés à la relation complexe entre ces deux concepts, cherchant à comprendre comment la disponibilité de liquidités dans le système bancaire peut influencer la performance économique d'un pays.

La liquidité bancaire, qui se réfère à la capacité des banques à honorer leurs obligations financières, revêt une importance capitale pour le bon fonctionnement des marchés financiers et l'activité économique globale. Elle se réfère aussi à la capacité qu'une banque honore ses obligations financières à court terme, c'est-à-dire à répondre

aux besoins de retraits des déposants et à faire face à d'autres engagements financiers immédiats. Lorsque les banques disposent de liquidités adéquates, elles peuvent prêter aux entreprises et aux ménages, stimulant ainsi l'investissement, la consommation mais surtout la croissance économique. En revanche, une insuffisance de liquidités peut entraîner des contraintes de crédit, freinant ainsi les opportunités d'investissement et limitant la croissance économique.

La liquidité bancaire joue un rôle essentiel dans la croissance économique en facilitant l'accès au crédit, en stimulant l'investissement, en favorisant l'innovation, en soutenant la consommation et en renforçant la confiance des acteurs économiques. Une liquidité bancaire adéquate contribue à maintenir la stabilité financière et à créer un environnement propice à la croissance économique durable. Cependant, il est important de souligner que des niveaux excessifs de liquidité bancaire peuvent également présenter des risques, tels que la surchauffe de l'économie, l'inflation ou la création de bulles financières. Par conséquent, une gestion prudente de la liquidité et une réglementation adéquate sont nécessaires pour assurer un équilibre entre la disponibilité de liquidités et la stabilité financière.

L'Union des Comores est composée de quatre îles : NGAZIDJA, NDZUWANI, MWALI et MAYOTTE ; située à l'entrée nord du canal de Mozambique entre l'Afrique orientale et Madagascar. Avec une population aux d'environ **761 664 habitants** selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPG 2017) recensement de 2017. Il est important de souligner que les Comores ont récemment mis en place des réformes visant à renforcer la stabilité financière et à améliorer la réglementation du secteur financier. Cela devrait contribuer à améliorer la liquidité bancaire et à soutenir la croissance économique à long terme. De plus, le gouvernement comorien cherche à diversifier l'économie en mettant l'accent sur le développement du secteur agricole, tourisme et des infrastructures.

Problématique

La relation entre liquidité bancaire et croissance économique est complexe et multidimensionnelle, impliquant une multitude de facteurs économiques, financiers et institutionnels. Des questions fondamentales se posent : Quel est l'impact de la liquidité bancaire sur la croissance économique ? Comment la liquidité bancaire est-elle mesurée et évaluée ? Ces questions soulèvent des défis de recherche passionnants et soulignent le besoin d'une analyse approfondie et rigoureuse de cette relation cruciale.

Objectif :

L'objectif de cet article est de montrer l'impact des liquidités bancaires sur la croissance économique : cas des Comores ; en explorant en profondeur la relation entre la liquidité bancaire et la croissance économique, en examinant les théories existantes, en analysant les études empiriques pertinentes et en proposant de nouvelles perspectives pour éclairer notre compréhension de cette dynamique complexe. En se basant sur une revue de la littérature spécialisée et l'utilisation d'outils graphiques, cette étude vise à fournir des éclairages précieux aux décideurs politiques, aux régulateurs financiers et aux chercheurs intéressés par les interactions entre la liquidité bancaire et la croissance économique. On peut aussi se fixer d'identifier les facteurs qui affectent les liquidités bancaires et leurs impacts sur la croissance économique.

Hypothèses de la recherche :

L'hypothèse est une proposition relative à l'explication de phénomènes ou des activités, admise provisoirement avant d'être soumise au contrôle de l'expérience.

En effet, dans notre travail nous pouvons proposer les hypothèses suivantes :

Hypothèse 1 : L'augmentation des liquidités bancaire stimule les investissements et favorise la croissance économique.

Hypothèse 2 : Les liquidités bancaires peuvent avoir des effets négatifs sur la stabilité financière et la croissance économique.

Tout en voulant préciser l'impact de la liquidité bancaire dans la détermination du rythme de la croissance économique, ce travail apporte des éléments à même de nous éclairer sur le comportement de ces deux variables aux Comores.

I –APERÇU GENERAL SUR LA LIQUIDITE BANCAIRE

1-1- Concepts de base de la liquidité bancaire

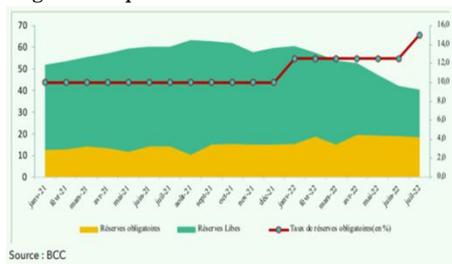
1-1-1- La liquidité bancaire

La liquidité bancaire, c'est la capacité d'une banque à honorer ses obligations de paiement à tout moment. Une banque doit disposer de suffisamment de liquidités pour répondre aux retraits des clients et aux autres demandes de paiement.¹

La liquidité bancaire est aussi généralement considérée comme étant la capacité à faire face à ses obligations de trésorerie suivant leur échéance. La littérature bancaire a tout d'abord retenu une définition étroite de la liquidité, également appelée « liquidité de financement ».²

Aux Comores ; La liquidité bancaire a bénéficié des effets des mesures d'assouplissement de la politique monétaire opérée en mars 2020 à titre dérogatoire face aux répercussions de la crise pandémique qui venait alors de gagner les Comores. En effet, le taux de réserves obligatoires étant maintenu à 10% en 2021, les réserves des établissements de crédit se sont davantage consolidées au cours de l'année : elles ont progressé de 14,4 milliards FC (+49,6%), passant de 28,9 milliards FC en janvier à 43,6 milliards FC en décembre.³

Figure 1-Liquidité bancaire en millions de FC



Source : BCC

1-1-2- La surliquidité bancaire

La surliquidité bancaire se produit lorsque la banque dispose excès de liquidités par rapport à ses besoins immédiats. Cela peut se produire lorsque les dépôts des clients

1 KAOU DJI KARIMA et ADEL TASSADIT ; La gestion de la liquidité bancaire par la banque centrale Cas de la banque d'Algérie ; p 4 et 5.

2 Banque de France • Revue de la stabilité financière • N° 9 • Décembre 2006

3 Rapport annuel_BCC_2021, p66.

augmentent considérablement ou lorsque la demande des prêts diminue. Une surliquidité peut être bénéfique pour une banque car elle lui permet d'investir ses excédents de liquidités dans des actifs rentables ou de les utiliser pour répondre à d'éventuelles demandes de retraits massifs des clients.⁴

1-1-3- Sous-liquidité bancaire

La sous-liquidité bancaire se produit lorsque la banque ne dispose pas suffisamment de liquidités pour répondre aux obligations de paiement. Cela peut se produire lorsque les retraits des clients dépassent les dépôts, en suite lorsque les sources de financement sont à sec de liquidités ou aussi lorsque la gestion des actifs et des passifs sont inadéquates. La sous-liquidité peut entraîner des difficultés financières voire même la faillite si la banque ne parvient pas à honorer ses obligations de paiement.

1-1-4- L'illiquidité bancaire

Les premiers symptômes d'une crise de liquidité affectant le système bancaire se manifestent généralement par un déficit de liquidité dans le bilan d'une banque.

L'illiquidité est une situation encore plus grave que la sous-liquidité. Elle se produit lorsque la banque n'est pas en mesure de convertir rapidement ses actifs en liquidités pour faire face obligations de paiement. Cela peut se produire lorsque les actifs de la banque sont peu liquides ou lorsqu'il y a une crise financière qui rend difficile la vente des actifs sur le marché. L'illiquidité peut entraîner une situation très délicate dans la banque où les clients précipitent pour retirer leurs dépôts ; ce qui aggrave encore la situation. Dans les cas extrêmes, l'illiquidité peut conduire à la faillite de la banque si elle ne parvient pas à trouver des liquidités pour honorer ses obligations.⁵

Pour éviter l'illiquidité, les banques doivent gérer convenablement et soigneusement leur bilan et s'assurer qu'elles disposent d'un niveau suffisant de liquidités pour répondre aux demandes de retraits des clients et autres obligations de paiement. Les banques peuvent également faire recours à des mesures de sécurité telles que l'emprunt sur le marché interbancaire ou auprès de la banque centrale de la région pour combler leurs besoins de liquidités en cas d'urgence.

1-1-5- Les actifs liquides

Les actifs liquides, ce sont des actifs détenus par banque qui peuvent être rapidement convertis en espèces sans perte significative de valeur. Les actifs liquides comprennent généralement les réserves en espèces, les dépôts auprès de la banque centrale et les titres facilement négociables.

1-1-6- Les passifs liquides

Les passifs liquides, ce sont des passifs d'une banque qui arrivent à l'échéance à court terme et qui peuvent et qui peuvent rapidement convertis en espèces pour répondre aux besoins des paiements. Les passifs liquides comprennent généralement les dépôts à vue et les dettes à court terme.

⁴ Soumaila Doumbia, Surliquidité bancaire et « sous-financement de l'économie » Une analyse du paradoxe de l'UEMOA ; Dans *Revue Tiers Monde* 2011/1 (n°205), pages 151 à 170

⁵ NATACHA VALLA, BÉATRICE SAES-ESCORBIAC ; liquidité bancaire et stabilité financière ;p95.

II- APERÇU GENERAL SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE

2-2- Concepts de base de la croissance économique

2-2-1 *Le produit intérieur brut (PIB)*

Le Produit Intérieur Brut (PIB) a été créé par Simon Kuznets en 1932, pour mesurer l'effet de la grande dépression sur l'économie américaine. Il avait, dans un premier temps, souhaité calculer la mesure du bien-être matériel (welfare) d'un pays plutôt que la capacité productive annuelle d'une économie nationale. Le choix du second agrégat a été conjoncturel, avec la nécessité en 1932 de mettre en place un plan de reconstruction économique après la guerre et la crise de 1929. Il fallait demander aux agents économiques de produire, produire et produire. Cependant, Kuznets rappelait alors les limites de son agrégat et il avait mis en garde contre les risques d'utilisation abusive.

Par la suite quelques années plus tard, le PIB est devenu un indicateur essentiel dans l'étude des relations internationales, notamment pour classer les Etats dans leur vision de croissance et de développement économiques. Le PIB est l'agrégat macro-économique de l'activité de production de biens et services des unités productrices résidant dans un pays. Le PIB est l'expression utilisée proportionnellement pour exprimer la richesse créée durant une année, à l'intérieur du territoire économique national, par l'ensemble des unités résidentes quel que soit leurs nationalités.⁶

Le PIB mesure sommairement le total des valeurs ajoutées annuelles de tous les agents économiques résidents d'un pays, (ménages, entreprises, institutions financières, administrations), sur la base des informations fournies par les entreprises et les administrations publiques. Il mesure la valeur totale de tous les biens et services produits dans une économie sur une période donnée. Le PIB est souvent utilisé comme indicateur de la croissance économique, car il reflète l'activité économique globale d'un pays.

2-2-2- *Taux de croissance du PIB :*

Le taux de croissance du PIB ; est un taux qui mesure la variation du PIB d'une année à l'autre, il est exprimé en pourcentage.

Pour calculer la croissance économique ; il est recommandé d'utiliser le PIB réel. C'est-à-dire que le PIB à prix constant (PIB en volume). C'est pertinent car on saura alors que les constats résultent des variations de la production. Ce qui n'est pas le cas si l'on utilise le PIB à prix courant (PIB nominal).

Pour calculer le taux de croissance économique on applique la formule suivante :

$$\Delta_{PIB} = \frac{PIB_t - PIB_{t-1}}{PIB_{t-1}} \times 100.$$

PIB_t : PIB de l'année en cours.

PIB_{t-1} : PIB de l'année précédente

Si ($\Delta_{PIB} > 0$) ; la croissance économique représente une variation positive du PIB.

Si ($\Delta_{PIB} < 0$) ; la croissance économique représente une variation négative du PIB ; on dit que l'économie nationale est en récession.

2-3 *Investissement*

L'investissement représente dépenses réalisées par les entreprises et le gouvernement pour acquérir des biens de production tels que les infrastructures et les usines.

⁶ Les effets " pervers " de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales Jean-François Guilhaudis, Jacques Fontanel. HAL Id: hal-02197761 ; 30 Jul 2019.

L'investissement joue un rôle majeur sur la croissance économique d'un pays car il booste la production et la création des emplois.

De ce fait l'approche portée par les néoclassiques de l'investissement est qu'en l'absence de risque dans sa recherche de critères de choix d'investissement optimaux, Fisher (1930) propose un modèle qui ignore le risque et qui servira de fondement à la théorie de la budgétisation des investissements dans l'entreprise. L'hypothèse d'absence de risque rend inutile toute distinction entre les différentes catégories d'apporteurs de ressources (actionnaires, créanciers...). Le coût du financement – le « coût du capital » – est égal au taux d'intérêt unique qui prévaut sur le marché financier réputé concurrentiel. La courbe des possibilités d'investissement de l'entreprise est totalement indépendante des acteurs et traduit l'état de la technologie : elle est parfaitement connue. Le niveau optimal d'investissement est déterminé lorsqu'il y a égalité entre le taux de rentabilité marginal de l'investissement et le coût du capital. Ce niveau qui résulte uniquement de la confrontation d'éléments objectifs (forme de la courbe des possibilités d'investissement et taux d'intérêt du marché) est lui-même objectif. Il en découle d'une part, qu'il ne peut y avoir de divergences entre les actionnaires dans le choix de l'optimum (règle d'unanimité) et, d'autre part, que la décision de choix (parfaitement contrôlable) peut être déléguée au dirigeant. Ce dernier, agent parfait des apporteurs de capitaux, agit de façon « automatique » et n'a aucune latitude.

De point de vue économique, l'investissement est une dépense ou richesse destinée à augmenter celui qui l'engage ou aussi un achat de biens de productions durables (biens utilisés pendant plusieurs cycles de production)⁷.

D'un point de vue comptable l'investissement se définit par une dépense amortissable qui augmente le patrimoine de l'entreprise c'est-à-dire l'actif du bilan comptable.

En général, l'investissement est une dépense actuellement devant engendrer des bénéfices futurs. Il existe trois types d'investissement :

- Investissement corporel ou matériel.
- Investissement incorporel ou immatériel.
- Investissement financier.

a- Investissement corporel ou matériel

Ce sont les actifs physiques nécessaires pour une entreprise tels que les matériaux ou les équipements, les terrains et patrimoines. Ce genre d'investissement se présente en trois types qui sont les suivants :

- Investissement de capacité ou de croissance :

L'investissement de croissance a pour but d'augmenter le nombre d'équipements à fin d'augmenter la productivité qui cause l'augmentation du nombre des salariés. Celui-ci est favorable à la croissance de l'entreprise et de l'emploi.

- Investissement de productivité et de rationalisation :

L'investissement de production et de rationalisation a pour but de moderniser l'entreprise en achetant des équipements plus modernes et plus performants à fin d'être plus compétitifs dans son domaine et peut même remplacer une partie du personnel ; ce qui mène donc à baisser le coût salarial. Ce genre d'investissement favorise l'entreprise mais s'il devient un phénomène de masse ; cela risque d'engendrer une augmentation du taux de chômage.

⁷ www.Finance facile.

- **Investissement de renouvellement ou d'amortissement :**

L'investissement de renouvellement a pour but de remplacer les équipements user et obsolètes c'est-à-dire dépasser par les progrès des équipements encore neufs ; cela revient à la politique de l'entreprise qui doit renouveler périodiquement ses équipements à fin d'éviter les conséquences alarmantes comme l'augmentation des charges d'entretien et le ralentissement de la production et d'autres sources...

➤ **Investissement incorporel ou immatériel**

Les investissements incorporels ou immatériels sont des actifs incorporels nécessaire pour une entreprise tel que les gros logiciels qui constituent des dépenses de plus en plus importante pour l'entreprise et considéré comme un réel investissement puisqu'il permet à l'entreprise d'être plus efficace et d'avoir un traitement des données à la vitesse considérable, on parle aussi de la formation des personnels lors d'un achat un nouvel équipement ou bien pour avoir les compétences particuliers ; en suite la recherche de développement est aussi un véritable investissement pour le future de l'entreprise de manière à ce que l'innovation puisse se succéder assez rapidement pour que l'entreprise reste performant dans son domaine ; on peut parler aussi des publicités et le marketing.

➤ **Investissement financier**

L'investissement financier consiste à acheter des actifs financiers tel que les actions, les obligations ou des titres où un contrat à terme afin d'augmenter le patrimoine financier de l'entreprise.

a- La productivité

La productivité mesure l'efficacité avec laquelle une économie transforme les entrées en produits. Statistique Canada produit des statistiques sommaires pour saisir divers aspects de ce processus. Les mesures partielles de la productivité sont les moins complexes. Elles tiennent compte d'une seule entrée comme le travail ou le capital. La productivité du travail correspond au produit intérieur brut (PIB) par heure travaillée. La productivité du capital correspond au PIB par unité de capital.⁸

La production est réalisée par deux facteurs de production : le travail et le capital. Quand ces facteurs de production s'accroissent (plus de travailleurs ou plus de machines), la production augmente et la croissance accélère (toutes choses égales par ailleurs). Cependant, la statistique la plus intéressante n'est pas le PIB total mais le PIB par habitant.

La croissance de la productivité est le fondement de l'amélioration des revenus réels et du bien-être. Une croissance lente de la productivité limite la progression des revenus réels et accroît les risques de conflits quant à la redistribution des revenus (Englander et Gurney, 1994). Par conséquent, les mesures du niveau et de la croissance de la productivité sont des indicateurs économiques particulièrement importants.

La productivité du travail, définie et contrôlée selon les normes tayloriennes, continue d'être la référence dominante dans la majorité des entreprises. Pourtant la crise de cette forme de productivité est patente. De nombreuses recherches et expérimentations se développent pour trouver une approche alternative.⁹

Les mesures plus complexes tiennent compte de plus d'une entrée simultanément ; par exemple, le travail et le capital ensemble. On parle ici de mesures de la productivité

⁸ Schreyer, P., & Pilat, D. (2001c). Mesurer la productivité. *Revue économique de l'OCDE*, 33(2), 137-184.

⁹ Mesurer la productivité, Paul Schreyer, Dirk Pilat, Dans *Revue économique de l'OCDE 2001/2* (n°33), pages 137 à 184

multifactorielle (PMF) et elles correspondent au PIB par unité d'un ensemble combiné de travail et de capital. Les mesures de la PMF ont été conçues pour permettre une analyse des changements sous-jacents dans l'économie, pour permettre aux analystes de mieux comprendre les forces qui influencent la croissance, par rapport à ce que permettent les mesures partielles simples. Par exemple, comprendre le processus de croissance exige que nous comprenions les sources de la croissance de la productivité du travail.

La productivité peut être mesurée du point de vue du niveau ou de la croissance, tout comme le PIB. Mais comme pour le PIB, on porte une attention particulière à la croissance de la productivité, sans oublier les comparaisons de la croissance de la productivité d'un pays à l'autre.

En principe, la productivité est un indicateur plutôt simple. Elle décrit la relation entre la production et les facteurs nécessaires pour l'obtenir. En dépit de l'apparente simplicité de ce concept, le calcul de la productivité pose un certain nombre de problèmes, qui deviennent cruciaux dès lors qu'on cherche à comparer d'un pays à l'autre la croissance et le niveau de la productivité, soit dans l'ensemble de l'économie, soit dans différents secteurs. Une partie de ces problèmes sont étroitement liés au progrès technique, qui retient beaucoup l'attention actuellement. Par exemple, pour estimer le rôle des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la croissance de la productivité, il faut construire pour les biens des TIC des indices de prix et de volume précis qui soient comparables sur un plan international. D'autres problèmes, comme la mesure de la contribution du facteur travail, sont bien plus anciens : ils n'en restent pas moins importants. Les problèmes les plus notables rencontrés pour la mesure de la productivité ont récemment été traités dans le *Manuel de la productivité* de l'OCDE (OCDE, 2001a), dont on s'inspirera ici en partie.

b- L'innovation :

Durant les deux dernières décennies, après une longue période de méconnaissance, la question de l'innovation dans les services n'a cessé de gagner en importance dans la littérature économique et dans les agendas politiques. Ce champ nouveau des « services innovation » est caractérisé par son effort pour s'émanciper des conceptions industrialistes et technologistes, combler le « gap d'innovation » (Djellal et Gallouj [2011]) dans les économies post-industrielles et rendre visible l'innovation invisible (l'innovation non technologique sous toutes ses formes : organisation, processus, produit, concept, innovation sociale, etc.). Il est également caractérisé par son centrage sur les services marchands. C'est ainsi que :

L'innovation sociale se définit par son caractère novateur ou hors normes et par l'objectif général qu'elle poursuit soit celui de favoriser le mieux-être des individus et des collectivités. Elle se caractérise tout autant par un processus de mise en œuvre impliquant une coopération entre une diversité d'acteurs que par les résultats obtenus, immatériels ou tangibles. À plus long terme, les innovations peuvent avoir une efficacité sociale qui dépasse le cadre du projet initial (entreprises, associations, etc.) et représenter un enjeu qui questionne les grands équilibres sociétaux. Elles deviennent alors sources de transformations sociales et peuvent contribuer à l'émergence d'un nouveau modèle de développement.¹⁰

Les innovations sociales dans les entreprises s'inscrivent dans le développement des structures de production, et font particulièrement référence aux nouvelles formes

¹⁰ Sobreira, R. (2004a). Innovation financière et investissement. Le cas de la titrisation. *Innovations*, 1, Article 1

d'organisation du travail. L'examen des écrits scientifiques sur le sujet fait ressortir deux principales perspectives d'analyse.

La première, la perspective instrumentale, pose la réorganisation du travail comme un facteur déterminant de la capacité d'innover, sans toutefois que la question du mieux-être des salariés ne soit abordée. L'innovation sociale fait ici référence à un nouvel arrangement social qui favorise la création de connaissances et l'innovation technique. La deuxième perspective, la perspective non instrumentale, considère les nouvelles formes d'organisation du travail à titre d'innovation sociale parce qu'elles permettent d'améliorer la qualité de vie au travail.

III- LES ETUDES THEORIQUES DE LA RELATION ENTRE LIQUIDITE BANCAIRE ET CROISSANCE ECONOMIQUE

Le lien entre liquidité bancaire et croissance économique est un sujet important dans le domaine de l'économie. La liquidité bancaire fait référence à la capacité des banques à répondre aux besoins de liquidités de leurs clients, tandis que la croissance économique mesure l'augmentation de la production de biens et services dans une économie donnée. Une relation positive entre la liquidité bancaire et la croissance économique est souvent mise en avant dans la littérature économique. En effet, une disponibilité suffisante de liquidités pour les entreprises et les ménages peut favoriser les investissements, la consommation et la production, ce qui peut stimuler la croissance économique.

Cependant, une surabondance de liquidité bancaire peut également avoir des effets négatifs sur la croissance économique. Par exemple, une augmentation excessive de la liquidité peut entraîner une inflation, ce qui peut nuire à l'économie en réduisant le pouvoir d'achat des consommateurs et en rendant les investissements moins attrayants.

En outre, la relation entre liquidité bancaire et croissance économique peut être influencée par d'autres facteurs tels que la politique monétaire, la réglementation financière et les chocs économiques. Par conséquent, une analyse approfondie de cette relation nécessite une prise en compte de ces différents éléments.

En conclusion, l'étude théorique de la relation entre liquidité bancaire et croissance économique est un sujet complexe qui nécessite une analyse approfondie des différents facteurs en jeu. Une bonne compréhension de cette relation est essentielle pour formuler des politiques économiques efficaces visant à promouvoir une croissance économique durable.

Depuis le 20ème siècle 1912 SCHUMPETER avait souligné l'importance des banques dans le fonctionnement du système économique et leur apport bénéfique à la croissance à travers le financement de l'innovation. Il met en exergue l'action de l'entrepreneur capitaliste dont l'apparition est liée à la volonté de réaliser des profits, Par modifications technologiques de la production et de la distribution.¹¹

Les banques occupent également une place prépondérante dans l'analyse keynésienne, en effet partant du constant qu'il faille qu'un système bancaire (financier) organisé avance les ressources financières nécessaires au financement de l'investissement, les banques deviennent essentielle puis ce que se sont-elles qui accordent les crédits et qui se chargent de réduire des risques inhérents à l'incertitude de l'avenir. C'est donc le système bancaire qui finance la croissance économique.¹²

¹¹ ¹¹ **Impact du système bancaire sur la croissance économique d'un pays (cas du Rwanda) par JM Louis HAHIRWABASENGA** Université Nationale du Rwanda - Licence 2009.

¹² (Keynes, J.M 1930, p : 124)

GURLEY et SHAW figurent parmi les pionniers en matière de l'analyse de l'intermédiation financière et la définissent comme « une unité qui transmet des fonds prêtables des unités excédentaires et achète des titres primaires auprès des unités déficitaires ».

D'après BIALES (1999) définit les intermédiaires financiers comme « des institutions qui réalisent l'adéquation quantitative et qualitative entre l'épargne disponible des prêteurs et les besoins de financement des emprunteurs... en apportant une garantie qui repose sur leur notoriété, leur surface financière et la division des risques à laquelle ils procèdent ».¹³

La liquidité est la capacité d'une entreprise ou d'une institution financière à honorer ses obligations financières à court terme. Elle est essentielle pour assurer le bon fonctionnement des marchés financiers et la stabilité du système financier dans son ensemble. La gestion efficace de la liquidité est donc cruciale pour éviter les risques de faillite et maintenir la confiance des investisseurs et des déposants.

Les facteurs internes, tels que la structure du bilan, la qualité des actifs et la gestion des liquidités, jouent un rôle important dans la détermination du risque de liquidité. Les banques doivent maintenir un équilibre entre actifs liquides et actifs illiquides pour répondre aux besoins de liquidité à court terme tout en maximisant le rendement à long terme. De plus, la politique de gestion des risques et les pratiques de gestion des liquidités au sein de l'institution sont également des facteurs clés à prendre en compte.

En ce qui concerne les facteurs externes, l'environnement macroéconomique joue un rôle crucial dans la détermination du risque de liquidité. Des facteurs tels que le PIB, l'inflation, le taux de change et la politique monétaire peuvent avoir un impact significatif sur la liquidité du système financier. Par exemple, une économie en croissance rapide peut entraîner une augmentation de la demande de crédit, ce qui peut exercer une pression sur la liquidité des banques. De même, une politique monétaire restrictive peut restreindre l'accès au crédit et affecter la liquidité du système financier. En résumé, une compréhension approfondie des facteurs internes et externes qui influent sur le risque de liquidité est essentielle pour une gestion adéquate de ce risque. Les banques et les institutions financières doivent mettre en place des politiques et des pratiques de gestion des liquidités solides pour faire face aux fluctuations du marché et assurer la stabilité financière à long terme.¹⁴

IV - LES ETUDES EMPIRIQUES DE LA RELATION ENTRE LIQUIDITE BANCAIRE ET CROISSANCE ECONOMIQUE

La monnaie constitue l'un des facteurs de la hausse générale des prix. Quelques économistes ont fait des analyses sur l'inflation et la monnaie. L'idée d'une relation entre la quantité de monnaie et le niveau général des prix est ancienne. En effet, dès les penseurs grecs tels que ARISTOTE ou XENOPHON avaient constatés que l'afflux de métaux précieux ; dû à l'exploitation des mines ou aux conquêtes, coïncidait avec la hausse des prix. C'est pourquoi par exemple ; MILTON FRIEDMAN, un économiste

¹³ **Impact du système bancaire sur la croissance économique d'un pays (cas du Rwanda)** par JM Louis HAHIRWABASENGA Université Nationale du Rwanda - Licence 2009.

¹⁴ NZEYIMANA. L & AL (2022) « LES DETERMINANTS DU RISQUE DE LIQUIDITE BANCAIRE : UNE ETUDE EMPIRIQUE SUR LES BANQUES COMMERCIALES BURUNDAISES », Revue Française d'Economie et de Gestion «Volume 3: Numéro 12 » pp:257 –276. Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License.

monétaire, ayant décroché le Prix Nobel en 1976, a pu dégager de ses recherches que « l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire ». C'est ainsi que la masse monétaire connaît une hausse plus importante que la production des biens et services.

En effet, la réalité financière telle qu'a été révélée par l'histoire récente, démontre que des innovations financières non suffisamment surveillées peuvent entraîner d'importants problèmes pour les banques, dont l'ampleur peut se propager à l'ensemble de l'économie. Ceci a été bien le cas lors de la récente crise financière globale qui a bouleversé le système financier et qui a démontré qu'un excès de diversification dans les banques systémiques, loin d'être le garant d'une atténuation des risques, est, au contraire, un vecteur puissant de fragilisation généralisée de l'industrie bancaire (SCIALOM, 2013)¹⁵.

La focalisation des autorités monétaires internationales sur les règles prudentielles d'adéquation des fonds propres et le risque de solvabilité et non plus sur le risque de liquidité, signifie implicitement que le régulateur considère que ces deux phénomènes peuvent être strictement distincts. Ainsi, ce que le régulateur a supposé, est que le risque de solvabilité provient principalement du côté de l'actif à cause de la dégradation de la valeur des actifs bancaires. La question de la couverture contre le risque de liquidité de financement (passif du bilan) est supposée donc réglée par d'autres mécanismes ; tel que ; l'assurance-dépôts.

V – ANALYSE EMPIRIQUE DE LA RELATION ENTRE LIQUIDITE BANCAIRE ET CROISSANCE ECONOMIQUE AUX COMORES

Le sujet de l'impact de la liquidité bancaire sur la croissance économique a été abordé dans la littérature économique au cours de ces dernières années et reste parmi les sujets les plus importants dans plusieurs études économiques internationales.

Dans cet article, il sera question d'analyser graphiquement l'impact de la liquidité bancaire sur la croissance économique des Comores durant la période (2012-2022).

5-1 Choix et présentation des variables du modèle :

Dans un modèle, il est indispensable d'introduire des variables, alors notre étude obéit à cette règle et les variables que nous avons choisies sont :

- ✓ TXPIB est le taux de croissance du Produit Intérieur Brut ;
- ✓ TCH (KMF/USD) est le taux de change officiel ;
- ✓ Tip est le taux d'intérêt des prêts ;
- ✓ INF, est le taux inflation ;
- ✓ TRO est le taux des réserves obligatoires

Nous allons effectuer notre étude graphique sur la base des données collectées de la Banque Mondiale (BM), World Development Indicators (WDI) et la Banque centrale des Comores (BCC). Les données utilisées sont annuelles couvrant la période 2012-2022.

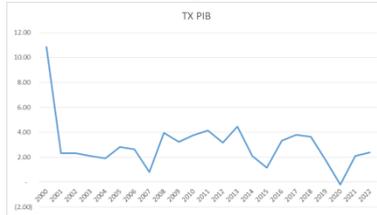
Soit un échantillon de 11 observations (Voir Annexe ...).

¹⁵ N. Derrardja, F. Talhaoui, et H. Zaid, « Les Déterminants de la liquidité bancaire », 2022

5-2 Analyse graphique des variables

a- Tendance de la série du TX PIB (%)

Figure 5: Evolution de la croissance économique aux Comores durant la période (2012-2022)



Source : réalisation par Eviews 13

Dans cette approche nous allons analyser l'évolution du taux de croissance du Produit intérieur brut des Comores afin prévoir les fluctuations de très court terme de l'activité. En observant le graphique ci-dessus, on constate que l'année 2000, les Comores ont réalisé un taux de croissance du PIB de 10,85% ; qui va tout de suite chuter à 2,33% en 2001. On constate aussi une chute importante en 2007 puis en 2015.

Les Comores ont réalisé un taux de croissance réelle du PIB de 3% en 2012 de situation économique, contre 2,6% en 2011. Cette hausse est due à une abondance des productions agricoles, des investissements publics dans le secteur de bâtiment et travaux publics. Cette tendance progresse jusqu'à 3,5% en 2013, puis chute à 2,1% en 2014 ; cette régression continue de baisser jusqu'arrivé à 1% en 2015. Il va flamber jusqu'atteindre 3,8% 2017 et reste stagne pour l'année suivant. Tout d'abord, cela est dû à une activité économique soutenue et dynamique qui est poursuivi par le rythme amorcé depuis le dernier semestre de l'année 2016.

En effet, les Comores ont aussi tiré profit du monde et de la reprise de la demande intérieure et des investissements publics et de l'amélioration de l'offre énergétique qui a donné naissance à la relance des activités PME et TPE locales. Le taux de croissance du PIB des Comores comme partout dans le monde entier enregistre une chute libre en 2% en 2019 puis 0,2% en 2020, causé en premier lieu par les effets du cyclone Kenneth en 2019, puis l'arrivé de la pandémie du Covid_19. Malgré le Covid_19 ; les efforts déployés par les services de vaccination ont eu effet sur la croissance économique qui se relance progressivement dès le second semestre de 2021 jusqu'à atteindre 2,6% en 2022 malgré les pénuries causées par la guerre Ukraine-soviétique.

b- Tendance de la série du taux de change (TX (KMF/USD))

Figure 6: Evolution du taux de change officiel (TCH (KMF/USD)) aux Comores pour la période (2012-2022) :

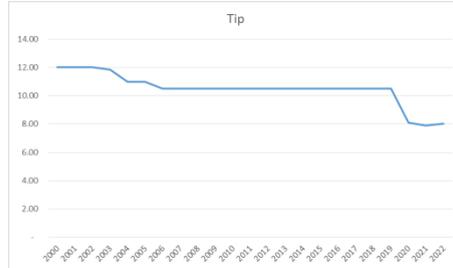


Source : réalisation par Eviews 13

Aux Comores durant une période de 23 ans, on remarque une fluctuation de change entre KMF Comorien et USD Américain qui tourne au tour d'une fourchette de [300 ; 600] mais l'année 2008 qui a eu une forte baisse qui est de 1 FC pour 334,50 \$ et pour l'année 2001 on constate un taux de change de KMF/USD : (1 /549,30).

c- Tendence de la série du taux d'intérêt des prêts (Tip)

Figure 7: Evolution du taux d'intérêt des prêts(Tip) aux Comores pour la période (2012-2022)

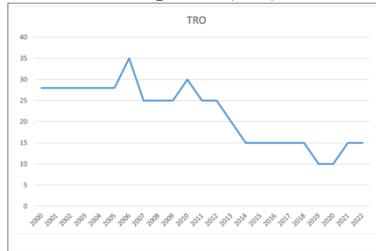


Source : réalisation par Eviews 10

Le tableau ci-dessus nous montre que depuis l'année 2000 jusqu'en 2002, le taux d'intérêt pour prêt moyenne 12% ; ensuite il a commencé à diminuer jusqu'atteindre 10,5% en 2006 qui va y passer un bon moment jusqu'en 2020 qui va passer de 10,5% à 8% et ce n'est qu'en 2022 qu'on a une légère évolution 8,25%.

d- Tendence de la série du taux des Réserves obligatoires (TRO)

Figure 1: Evolution des taux des réserves obligatoires (TRO) aux Comores pour la période (2012-2022)



Source : réalisation par Eviews 13

En analysant la figure précédente on peut dire qu'au départ de l'année 2000 le le taux de constitution des réserves obligatoires des Comores était de 28%, ensuite il a passé à 35% en 2006, puis 25% en 2007 après il monte à 30% en 2010.¹⁶

L'année 2012, le taux de constitution des réserves obligatoires des Comores était de 25%, mais pour mieux réguler la liquidité et considérant les bonnes perspectives de l'activité économique, la Banque Centrale des Comores a de nouveau baissé le taux de constitution des réserves obligatoires de 25% à 20% au 1er juillet 2012.¹⁷ Ce taux de constitution des réserves obligatoires a stagné à 20% le long de l'année 2012.

¹⁶ Rapport Annuel_BCC_2005, 2010.

¹⁷ Rapport Annuel_BCC_2012, p5.

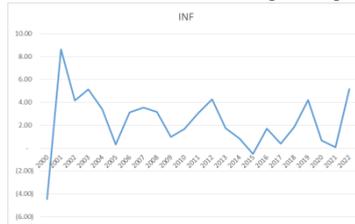
Le Conseil d'Administration de la BCC a maintenu tout au long d'une période de 5 ans de 2014 à 2018 le taux de constitution des réserves obligatoires à 15%, niveau inchangé depuis le 1^{er} janvier 2014.¹⁸

A cause du Covid_19, le Conseil d'Administration de la BCC a décidé de réduire le taux de constitution des réserves obligatoires à 10% en 2019 pour permettre aux banques commerciales de tenir beaucoup de liquidité et les injecter par des investissements du secteur privé et public et en même temps satisfaire leurs clients.

La banque centrale a injecté une somme de 5 milliards de KMF liquide sur le marché de l'économie du pays.

e- Tendence de la série du taux d'inflation (INF)

Figure 9: Evolution de l'inflation aux Comores pour la période (2012-2022)



Source : réalisation par Eviews13

Aux Comores, l'année 2000 enregistre un taux d'inflation de -4,46%, puis ça a flambé à 8,63% en 2001, ensuite sa rechute à 4,17% en 2002, une légère évolution puis sa rechute à 0,32% en 2005.

Le financement bancaire au secteur privé s'est aussi consolidé, avec un encours de 47,7 milliards FC en 2012 après 39,8 milliards FC en 2011, grâce à l'essor du secteur bancaire et financier comorien. Cette croissance a été réalisée dans un contexte de hausse des prix à la consommation. Le taux d'inflation s'est établi en moyenne à 6,2% en 2012 après qu'il était 1,8% en 2011.

En 2012, le monde a connu une faiblesse d'activité dans les pays industrialisés et ralentissement des économies en développement, ce qui cause une offre qui sera inférieure à la demande d'où l'épique des prix sur les marchés, dans cette même année on a connu la crise de la dette souveraine. Ces faiblesses et crises mondiales ont eu également des effets sur l'économie comorienne. Le taux d'inflation tourne au tour de 0 et 2% après avoir descendu à 2% en 2013, puis cette année marque une abondance des productions agricoles, des investissements publics dans le secteur de bâtiment et travaux publics.

Les Comores ont resté dans un intervalle de [0 ; 2%] de taux d'inflation jusqu'en 2019 qui a progressé à 3,7% qui a été causé par le cyclone du Kenneth qui a tout emporté. D'où les manques des produits.¹⁹

Ce taux a régressé jusqu'à atteindre 0,1% en 2021 grâce à une politique d'injection de 5 milliards de KMF pour aider le pays dans la relance de l'économie après Covid_19 et qui a aussi piqué en 2022 à 12,4% à cause de la pénurie mondiale qui est causée en grande partie par la guerre en Ukraine-soviétique.

¹⁸ Rapport Annuel_BCC_2019.

¹⁹ Rapport annuel_BCC_2012, p4.

CONCLUSION GENERALE

Notre étude consistait à étudier l'impact de la liquidité bancaire sur la croissance économique aux Comores.

L'étude théorique et l'analyse empirique de ce travail nous ont permis de tirer des enseignements importants que nous résumons dans cette conclusion.

- D'abord, il y a une relation positive entre le taux d'inflation et le taux de change officiel aux Comores.
- Théoriquement, la liquidité bancaire impacte l'économie réelle du pays, mais dans notre étude empirique nous n'avons pas trouvé ce lien de causalité entre la variable endogène (TX PIB) et les autres variables de la liquidité bancaire.
- Nous avons aussi remarqué que le système bancaire comorien est dominé par une liquidité dans les trois dernières années par les réserves libres qui sont beaucoup plus élevées que les réserves obligatoires ; d'où le système bancaire des Comores est sur liquide.

SUGGESTIONS

- Retenir les leçons des changements qui peuvent avoir lieu pendant la période d'étude entre la liquidité bancaire et la croissance aux Comores.
- Faire des études approfondies pour pouvoir dégager des relations rigoureuses entre la liquidité bancaire et la croissance aux Comores.
- Que la banque centrale veille aux différentes situations de la liquidité bancaire pour que sa contribution à la croissance économique soit palpable et éviter les situations délicates qui peuvent démolir l'économie des Comores.

RESSOURCES BIBLIOGRAPHIQUES :

1. Aziz, R., & Issa, A. (2020a). *L'application de la réglementation prudentielle dans la gestion des risques bancaires en Algérie* [PhD Thesis, Université Mouloud Mammeri].
2. Bezerra, R. S. (2004a). *Innovation financière et investissement. Le cas de la titrisation*.
3. Bezerra, R. S. (2004b). *Innovation financière et investissement. Le cas de la titrisation*.
4. <https://bibliotecadigital.fgv.br/dspace/bitstream/handle/10438/24702/2-s2.0-69549117353.pdf>
5. Derrardja, N., Talhaoui, F., & Zaid, H. (2022a). *Les Déterminants de la liquidité bancaire*. <http://bib.univ-oeb.dz:8080/jspui/handle/123456789/16131>
6. Derrardja, N., Talhaoui, F., & Zaid, H. (2022b). *Les Déterminants de la liquidité bancaire*. <http://bib.univ-oeb.dz:8080/jspui/handle/123456789/16131>
7. Derrardja, N., Talhaoui, F., & Zaid, H. (2022c). *Les Déterminants de la liquidité bancaire*. <http://bib.univ-oeb.dz:8080/jspui/handle/123456789/16131>
8. Djellal, F., & Gallouj, F. (2012a). L'innovation dans les services publics. *Revue française d'économie*, 122(2), Article 2.
9. Djellal, F., & Gallouj, F. (2012b). L'innovation dans les services publics. *Revue française d'économie*, 122(2), Article 2.
10. Djellal, F., & Gallouj, F. (2012c). L'innovation dans les services publics. *Revue française d'économie*, 122(2), 97-142.
11. Ghenimi, A., & Omri, M. A. B. (2018a). Les déterminants du risque de liquidité dans les banques islamiques : Cas de la région MENA. *La Revue Gestion et Organisation*, 10(2), Article 2.
12. Lehmann, P. J. (1979a). *Le système des réserves obligatoires et le contrôle de la masse monétaire* (Vol. 62). Presses universitaires de Rouen et du Havre.
13. Matringe, N. (2017a). Le dépôt en foire au début de l'époque moderne : Transfert de crédit et financement du commerce. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 72, 381-423.
14. Nazim, D., Fares, T., & Hizia, Z. (2022a). Les Déterminants de la Liquidité Bancaire : Un Regard Sur Les Banques Algériennes à L'Epreuve de la Crise Sanitaire du Covid19. *Journal of Human Sciences*, 180.
15. <https://www.asip.cerist.dz/en/downArticle/93/9/3/216332>

16. Nazim, D., Fares, T., & Hizia, Z. (2022b). Les Déterminants de la Liquidité Bancaire : Un Regard Sur Les Banques Algériennes à L'Épreuve de la Crise Sanitaire du Covid 19. *Journal of Human Sciences*, 180.
17. <https://www.asjp.cerist.dz/en/downArticle/93/9/3/216332>
18. Nazim, D., Fares, T., & Hizia, Z. (2022c). Les Déterminants de la Liquidité Bancaire : Un Regard Sur Les Banques Algériennes à L'Épreuve de la Crise Sanitaire du Covid 19. *Journal of Human Sciences*, 180.
19. <https://www.asjp.cerist.dz/en/downArticle/93/9/3/216332>
20. Nzengue Pegnet, C. (2012a). *Le canal du capital bancaire, voie de transmission des chocs réels et financiers* [PhD Thesis, Bordeaux 4].
21. <https://www.theses.fr/2012BOR40011>
22. Pfister, C. (2017a). Monnaies digitales et politique monétaire : Beaucoup de bruit pour rien? *Revue française d'économie*, 32(2), Article 2.
23. Pfister, C. (2017c). Monnaies digitales et politique monétaire : Beaucoup de bruit pour rien? *Revue française d'économie*, 32(2), 37-63.
24. PRAET, P., & HERZBERG, V. (2008a). Liquidité de marché et liquidité bancaire : Interdépendances, vulnérabilités et communication financière. *RSF REVUE*, 105.
25. REZKI, S., & SOUIRI, M. (2021a). Crise ou pas crise : Comment l'éviter? *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, 5(4), Article 4.
26. <https://revuecca.com/index.php/home/article/view/767>
27. REZKI, S., & SOUIRI, M. (2021b). Crise ou pas crise : Comment l'éviter? *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, 5(4), Article 4.
28. <https://revuecca.com/index.php/home/article/view/767>
29. REZKI, S., & SOUIRI, M. (2021c). Crise ou pas crise : Comment l'éviter? *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, 5(4).
30. <https://revuecca.com/index.php/home/article/view/767>
31. Schreyer, P., & Pilat, D. (2001a). Mesurer la productivité. *Revue économique de l'OCDE*, 33(2), Article 2.
32. Schreyer, P., & Pilat, D. (2001b). Mesurer la productivité. *Revue économique de l'OCDE*, 33(2), Article 2.
33. Schreyer, P., & Pilat, D. (2001c). Mesurer la productivité. *Revue économique de l'OCDE*, 33(2), 137-184.
34. Sobreira, R. (2004a). Innovation financière et investissement. Le cas de la titrisation. *Innovations*, 1, Article 1.
35. Sobreira, R. (2004c). Innovation financière et investissement. Le cas de la titrisation. *Innovations*, 1, 115-129.
36. Thu, N. A. (s. d.). *Culture organisationnelle basée sur la responsabilité sociale dans le secteur bancaire Vietnamien*. Thu, N. A. (2023a). *Culture organisationnelle basée sur la responsabilité sociale dans le secteur bancaire Vietnamien*. [organisationnelle-basée-sur-la-responsabilité-sociale-dans-le-secteur-bancaire-Vietnamien.pdf](#)
37. Thu, N. A. (2023b). *Culture organisationnelle basée sur la responsabilité sociale dans le secteur bancaire Vietnamien*.
39. Valla, N., Saes-Escorbiac, B., & Tiesset, M. (2006b). Liquidité bancaire et stabilité financière. *RSF REVUE*, 93.
40. www.Greelane.com (Inflation par les coûts vs. Inflation par la demande)
41. Rapport Annuel_BCC_2005 à 2022.
42. <https://www.greelane.com/fr/science-technologie-mathematiques/sciences-sociales/cost-push-vs-demand-pull-inflation-1146299>
43. Rotillon, G. (2001). Ressources naturelles. *Dictionnaire des sciences économiques*. Paris: PUF, 814-817.
44. Rotillon, G. (2019). *Economie des ressources naturelles*. La découverte.
45. Slim, A. (2018). PIB, économie de la drogue et territoires. *EchoGéo*. <https://doi.org/10.4000/echogeo.16085>
46. Stiglitz, J. E., Sen, A. K., & Fitoussi, J.-P. (2009). *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/2550927/stiglitz-rapport-francais.pdf>